

*Initiatives ministérielles*

Nous sommes donc, en fait, un pays du tiers monde possédant un niveau de vie propre aux pays riches. Mais pour combien de temps? Pendant combien de temps encore va-t-on pouvoir maintenir ce niveau de vie auquel nous sommes habitués? Il suffit de visiter des régions défavorisées du pays.

J'ai donné des exemples dans la région de l'Atlantique. Je pense qu'ils mettent en évidence les inégalités que nous connaissons d'un bout à l'autre du pays.

• (1840)

Le gouvernement se présente devant nous aujourd'hui pour nous demander encore 24,7 milliards de dollars. Nous serions heureux de lui donner cet argent si sa demande s'accompagnait d'un programme ou d'un objectif que le gouvernement et le pays pourraient poursuivre pour assurer notre croissance.

Mes collègues ont également fait allusion aux problèmes que nous avons en matière d'unité. Comment pouvons-nous parler d'unité nationale quand nous semblons dépourvus d'un objectif national? Comment pouvons-nous parler d'harmonie et de productivité dans notre pays alors que le gouvernement a essentiellement abandonné son obligation de remédier aux inégalités économiques régionales et aux inégalités économiques individuelles et alors que sa seule solution à tous les maux du pays consiste à augmenter les impôts et les taxes ainsi qu'à réduire les dépenses.

On vient de publier une étude au sujet des problèmes démographiques du Canada qui explique pourquoi le Canada ne peut pas être compétitif. Cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas capables de produire des diplômés d'un niveau intellectuel leur permettant de soutenir la concurrence des autres habitants de la planète. Là n'est pas le problème. En fait, une fois qu'ils parviennent au niveau universitaire et au-delà, au niveau des études supérieures, les Canadiens peuvent soutenir la comparaison avec les citoyens des autres pays ayant reçu la même formation.

La technologie d'aujourd'hui et celle de demain exigent que le travailleur semi-spécialisé ou spécialisé puisse s'adapter de jour en jour, d'année en année. Il a besoin pour cela d'un niveau élevé de formation.

Le gouvernement lui-même, par la bouche de ses ministres, a déclaré que, d'ici la fin du siècle, il faudra au minimum cinq années d'études ou de formation postsecondaires pour occuper 55 p. 100 de tous les emplois qui seront créés d'ici l'an 2000.

Rien dans la mesure à l'étude ne nous permet de penser que le gouvernement mettra en place des mesures d'adaptation, des mesures de transition qui aideront à progresser ceux qui sont déjà sur le marché du travail. Il n'y a rien non plus qui permette de penser qu'il soit disposé à contribuer à l'éducation des citoyens de demain, c'est-à-dire les jeunes d'aujourd'hui.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas appuyer le projet de loi.

**M. Dan Heap (Trinity—Spadina):** Monsieur le Président, je suis content d'avoir l'occasion de participer au débat sur le projet de loi C-61. Il s'agit d'un projet de loi portant pouvoir d'emprunt, dans lequel le gouvernement nous demande la permission d'emprunter 24,7 milliards de dollars. Naturellement, il a déjà expliqué dans son budget comment il allait dépenser cet argent.

Le gouvernement nous a dit qu'il chercherait à contenir la dette nationale en réduisant les paiements versés aux provinces, toutes sortes de services offerts à la population, certains programmes de base, comme les programmes de santé et d'éducation, de même que les services juridiques dont les gens ont besoin pour contester devant les tribunaux certaines lois controversables.

Le gouvernement affirme qu'il ne peut agir autrement, parce que le pays a une dette nationale incroyable, un déficit annuel énorme et des frais de service de la dette très élevés. Ce qu'il omet de nous dire, c'est qu'il a permis, année après année, aux riches contribuables et aux grandes entreprises du pays de s'en sortir en ne payant à peu près pas d'impôt. Si ces entreprises et ces contribuables payaient ne serait-ce que l'impôt qu'ils versaient il y a, disons, vingt ans, nous aurions dans les coffres de l'État plus d'argent que nous en dépensons à l'heure actuelle et nous n'aurions plus de dette.

Le gouvernement essaie de nous bernier. D'un côté, il affirme qu'il doit emprunter plus d'argent; de l'autre, il réduit les services dont a besoin la grande majorité des Canadiens, notamment les services d'éducation et de santé.

Permettez-vous de vous donner quelques exemples de grandes sociétés qui font de grands profits, mais ne paient pas d'impôt. Premièrement, il y a Air Canada qui vient d'être privatisée. En 1989, cette société a empoché 231 millions de dollars, mais n'a pas payé d'impôt. Puis, il y a la société Bramalea, l'une des grandes sociétés financières de promotion immobilière dans le Grand Toronto.